

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 18 octobre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de l'Union européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel", a donné le 25 octobre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 18 oktober 1999 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening", heeft op 25 oktober 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle figure dans le préambule du projet d'arrêté est la suivante :

"Vu l'urgence résultant de la décision prise par la Commission le 27 juillet 1999 de saisir la Cour de Justice suite à l'avis motivé adressé le 9 mars 1999 à la Belgique au titre de l'article 169 du traité CE au sujet de la transposition de l'article 5 de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) en liaison avec ses annexes I et III;

Vu l'urgence résultant de l'avis motivé adressé le 15 mars 1999 à la Belgique au titre de l'article 169 du traité CE concernant la transposition incorrecte en droit interne de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997;

Vu l'urgence résultant de l'avis motivé que la Commission a adressé le 11 août 1999 au titre de l'article 226 du traité CE relatif à la non communication des mesures de transposition de la directive 97/66/CE;"

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

.../...

Préambule

Alinéas 1er à 4

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence aux directives transposées par un arrêté dans les visas, cette manière de faire n'est plus d'usage. Actuellement il y a lieu de préciser que le texte en projet transpose telle directive sous la forme d'un considérant, ou mieux, sous la forme d'un article du dispositif (1). Les alinéas 1er à 4 seront dès lors omis et le texte en projet sera corrigé en fonction de cette observation et selon le choix effectué par les auteurs du texte en projet.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 1er)

Dans cet alinéa, il convient de viser tous les articles de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques qui sont modifiés par le projet. On mentionnera également toutes les modifications expresses encore en vigueur subies par ces articles.

L'alinéa doit être adapté en conséquence.

En ce qui concerne l'article 122 de la loi du 21 mars 1991 précitée qui est visé dans cet alinéa, comme la

(1) Voir à cet égard le point 8.4. de la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

modification apportée à cet article par la loi du 6 août 1993 n'est plus en vigueur, il n'y a pas lieu de la mentionner.

Alinéa 6

Cet alinéa sera omis. En effet, il n'y a pas lieu de viser l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, qui n'est pas requis et dont, du reste, aucune trace ne figure dans le dossier joint à la demande d'avis adressée à la section de législation du Conseil d'Etat.

Dispositif

Article 1er

Dans la phrase liminaire d'une disposition modificative d'un article, il convient de ne citer que les textes encore en vigueur qui ont antérieurement modifié cet article de manière expresse. Or la modification apportée à l'article 68 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques par l'arrêté royal du 22 décembre 1994 est devenue sans objet du fait des modifications apportées à ce même article par la loi du 19 décembre 1997. Il convient donc d'omettre la référence à l'arrêté royal du 22 décembre 1994 à laquelle il est procédé dans la phrase liminaire de cette disposition du projet.

.../...

Article 3

L'habilitation donnée au Roi de prendre le texte en projet figure à l'article 122, § 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée, tel que modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 19 décembre 1997.

Cette disposition s'énonce comme suit :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, avant le 31 décembre 1999 supprimer, compléter, modifier ou remplacer les dispositions de la présente loi afin de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui, en matière de reconnaissance mutuelle des agréments d'appareils terminaux de télécommunications, fourniture de réseaux ouverts et de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications et des terminaux, résultant des règlements et directives en vigueur de la Communauté européenne.".

Deux limitations à l'habilitation donnée au Roi découlent de ce texte (1). Les modifications effectuées par le Roi doivent, d'une part, être "nécessaires" et, d'autre part, revêtir ce caractère pour l'exécution des obligations qui résultent des règlements et directives précités dans l'un des trois domaines susmentionnés.

L'article 3 ne satisfait pas à ces conditions.

Cet article du projet suit immédiatement la disposition qui retire les conditions tarifaires favorables en faveur de la presse de la liste des services prestés au

(1) Sur la raison d'être et la portée de ces limitations, voir Doc. parl., Ch., S.O. 1989-1990, 1287/1, pp. 73 et 74 ainsi que 1287/10, pp. 178 et 179.

titre du "service universel" (1), prestations qui sont financées par un fonds alimenté notamment par les personnes exploitant un service public de télécommunications et celles qui fournissent un service de téléphonie vocale (article 86 de la loi du 21 mars 1991 précitée). Il fait figurer l'octroi des conditions favorables précitées parmi les missions d'intérêt général confiées à Belgacom.

Si retirer l'octroi des conditions tarifaires préférentielles des prestations de service universel résulte bien des obligations qui s'imposent à la Belgique dans un des trois domaines visés à l'article 122, § 1er, précité (2), faire figurer l'octroi de ces conditions dans une autre catégorie de services ne résulte pas de ces obligations. Aucune disposition de droit communautaire en matière de reconnaissance mutuelle des agréments d'appareils terminaux de télécommunications, de fourniture de réseaux ouverts ou de libre concurrence n'impose, en effet, de prévoir un tarif préférentiel à la presse.

(1) Dont il est question au niveau européen dans la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (J.O., L199, 26 juillet 1997), ainsi que dans la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel (J.O. L101, 1er avril 1998).

(2) En ce sens, voir notamment l'avis motivé de la Commission européenne adressé au Royaume de Belgique, du 9 mars 1999 (C[1998]3921), pp. 5 et 6.

Au surplus, la disposition envisagée pourrait susciter des critiques quant à sa conformité avec les règles de libre concurrence, telles qu'elles sont prévues par les traités européens, et notamment le régime des aides d'Etat. Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure d'approfondir cette question.

Pas plus que l'article 3, les articles 13 à 15 du projet ne satisfont aux conditions fixées à l'article 122 de la loi précitée.

Le projet sera donc revu afin que les modifications apportées à la loi du 21 mars 1991 se limitent à ce que permet l'article 122.

Articles 4 et 5

Afin de répondre à la critique de la Commission européenne, les articles 4, § 1er, et 5, § 1er, du projet, modifiant respectivement les articles 87, § 1er, alinéa 1er, et 92bis, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée, ajoutent la phrase suivante à ces dispositions, qui établissent les conditions d'octroi de licences individuelles :

"Le nombre d'autorisations individuelles qui sont susceptibles d'être accordées n'est pas limité, sauf pour des raisons liées à la gestion du spectre des fréquences.".

Le principe en vertu duquel l'octroi de licences ne peut être limité que pour garantir l'utilisation efficace du spectre des fréquences se trouve donc, aux termes des

.../...

dispositions en projet, établi en ce qui concerne les services de téléphonie vocale et l'établissement ou l'exploitation de réseaux publics de télécommunications.

Ce principe devrait cependant également être inscrit dans la loi du 21 mars 1991 en ce qui concerne les services de téléphonie mobile et de radiomessagerie, dont il est question à l'article 89.

L'article 10, paragraphe 1, de la directive 97/13/CE s'applique en effet également à cette catégorie de services. La portée de l'observation précitée formulée par la Commission est d'ailleurs générale, et rien ne permet de dire qu'elle ne s'adresse pas aussi aux services de téléphonie mobile.

Il convient, dès lors, de modifier l'article 89 afin de se conformer à ce principe. A cet égard, il faut être attentif au paragraphe 1er, alinéa 1er, de cet article, dans lequel il est notamment prévu que "Le Roi fixe [...] le nombre d'autorisations à accorder". Pour assurer la transposition de la directive 97/13/CE, cette disposition devrait être complétée par les mots "de manière à garantir une utilisation efficace du spectre des fréquences".

Article 6

La section de législation constate que l'article examiné s'écarte sur certains points du texte de l'article 6 de la directive 97/66/CE du 15 décembre 1997 du Parlement européen et du Conseil, concernant le traitement de données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans

.../...

le secteur des télécommunications (1), qu'il se donne pour objet de transposer.

C'est notamment le cas en ce qui concerne l'article 105nonies, § 2, alinéa 3, en projet, qui donne à penser que, moyennant le consentement de l'abonné, les données relatives au trafic et à la facturation peuvent être communiquées dans un but autre que celui de commercialiser les services, alors que l'article 6, paragraphe 3, de la directive précitée semble exclure que de telles données puissent l'être, même avec le consentement de l'abonné.

Pour prendre un autre exemple, le paragraphe 6 de l'article 105nonies en projet, prévoit que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications peut se faire communiquer les données pertinentes relatives à la facturation et au trafic "entre autres dans le but de régler des litiges en matière d'interconnexion ou de facturation", ce qui implique qu'il peut se les faire communiquer dans d'autres buts, alors que l'article 6, paragraphe 5, de la directive précitée, dispose que ces données ne peuvent l'être que dans le but de régler des litiges.

Le texte de l'article examiné doit, dès lors, être revu en vue de transposer fidèlement l'article 6 de la directive 97/66/CE précitée.

(1) J.O., n° L24, 30 janvier 1998.

Article 7

Il convient d'indiquer dans la phrase liminaire de cette disposition que l'article 106 de la loi du 21 mars 1991 précitée a été remplacé par la loi du 19 décembre 1997.

Article 8

L'article 109, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée n'a pas été "inséré par la loi du 20 décembre 1995". Il convient de corriger la phrase liminaire de cette disposition en conséquence.

Article 9

L'article 109bis, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée n'a pas été "remplacé par la loi du 19 décembre 1997", mais seulement modifié par celle-ci. Il y a lieu de corriger la phrase liminaire de cette disposition en conséquence.

Article 10

L'article 109terD, de la loi du 21 mars 1991 précitée a été renuméroté comme tel par la loi du 19 décembre 1997. Il convient de corriger la phrase liminaire de cette disposition en ce sens.

.../...

Article 11

Il convient d'indiquer dans la phrase liminaire de cette disposition que l'annexe 1 de la loi du 21 mars 1991 précitée a été ajoutée à cette loi par la loi du 19 décembre 1997.

Article 17

Comme l'a déjà observé la section de législation du Conseil d'Etat à l'occasion d'avis antérieurs (1), il convient d'écrire "qui a les télécommunications dans ses attributions" au lieu de "des Télécommunications".

Observation finale

Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) Voir, notamment, l'avis n° L. 28.065/4 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 30 septembre 1998 sur un projet, devenu l'arrêté royal du 4 mars 1999 adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives européennes et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel" (Moniteur belge du 14 avril 1999, éd. 1, p. 12149).

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de aanhef van het ontwerpbesluit aldus :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit de beslissing van de Commissie van 27 juli 1999 om een zaak aanhangig te maken bij het Hof van Justitie naar aanleiding van het gemotiveerde advies dat op 9 maart 1999 gericht werd aan België krachtens artikel 169 van het EG-verdrag inzake de omzetting van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), in verbinding met de bijlagen I en III;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het gemotiveerde advies dat op 15 maart 1999 aan België gericht werd krachtens artikel 169 van het EG-verdrag betreffende de incorrecte omzetting in nationale wetgeving van richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het gemotiveerde advies dat op 11 augustus 1999 aan België gericht werd krachtens artikel 226 van het EG-verdrag betreffende de niet-mededeling van omzettingsmaatregelen van richtlijn 97/66/EG;".

*

*

*

.../...

De afdeling wetgeving heeft zich, binnen het korte tijdsbestek dat haar is toegemeten, beperkt tot de hierna-volgende opmerkingen.

Aanhef

Eerste tot vierde lid

Vroeger werd inderdaad naar richtlijnen die bij een besluit werden omgezet, verwezen met leden die begonnen met "Gelet op"; dat is nu echter niet meer gebruikelijk. Thans dient in de vorm van een overweging of, beter nog, in de vorm van een artikel in het dispositief, te worden gesteld dat de ontworpen regeling die bepaalde richtlijn omzet (1). Het eerste tot en met het vierde lid moeten derhalve vervallen en de ontworpen tekst moet in het licht van deze opmerking en naar de keuze van de stellers van de ontworpen tekst verbeterd worden.

Vijfde lid (dat het eerste lid wordt)

In dit lid moet verwezen worden naar alle artikelen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven die door het ontwerp gewijzigd worden. Bovendien behoren alle nog geldende uitdrukkelijke wijzigingen van die artikelen te worden vermeld.

(1) Zie wat dat betreft onderdeel 8.4. van de circulaire wetgevingstechniek, bekendgemaakt op de website van de Raad van State, op het volgende adres : <http://raadvst-consetat.fgov.be>

Dit lid moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Wat betreft artikel 122 van de genoemde wet van 21 maart 1991, waarnaar in dit lid wordt verwezen, behoort de wijziging die in dit artikel is aangebracht bij de wet van 6 augustus 1993 niet te worden vermeld, aangezien die wijziging niet meer van kracht is.

Zesde lid

Dit lid moet vervallen. Er is immers geen reden om te verwijzen naar het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat niet vereist is en waarvan overigens geen spoor terug te vinden is in het dossier dat bij de aan de afdeling wetgeving van de Raad van State gerichte adviesaanvraag is gevoegd.

Dispositief

Artikel 1

In de inleidende zin van een bepaling waarbij een artikel wordt gewijzigd, hoeft alleen de nog geldende regelgeving te worden genoemd waarbij dat artikel al eerder uitdrukkelijk is gewijzigd. De wijziging die bij het koninklijk besluit van 22 december 1994 is aangebracht in artikel 68 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, is evenwel doelloos geworden als gevolg van de wijzigingen die

.../...

bij de wet van 19 december 1997 in datzelfde artikel zijn aangebracht. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 22 december 1994 in de inleidende zin van deze bepaling van het ontwerp moet dus vervallen.

Artikel 3

De aan de Koning verleende machtiging om de ontworpen regeling uit te vaardigen, staat in artikel 122, § 1, van de genoemde wet van 21 maart 1991, zoals gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 19 december 1997.

Die bepaling luidt als volgt :

"De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, vóór 31 december 1999 de bepalingen van deze wet opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen teneinde de vereiste maatregelen te nemen ter uitvoering van de verplichtingen die, inzake de wederzijdse erkenning van de eindapparatuur voor telecommunicatie, inzake open network provision, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en de eindapparatuur, voortvloeien uit de van kracht zijnde verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap."

Deze bepaling houdt twee beperkingen in van de aan de Koning verleende machtiging (1). De wijzigingen die door de Koning worden aangebracht moeten enerzijds "vereist" zijn, en anderzijds zodanig zijn voor het nakomen van de verplichtingen die op één van de bovengenoemde gebieden voortvloeien uit de genoemde verordeningen en richtlijnen.

(1) Zie voor de reden en de strekking van die beperkingen : Gedr. St. Kamer, B.Z. 1989-1990, 1287/1, blz. 73 en 74 en 1287/10, blz. 178 en 179.

Artikel 3 voldoet niet aan die voorwaarden.

Dit artikel van het ontwerp volgt onmiddellijk op de bepaling waarbij de gunstige tariefvoorwaarden voor de pers geschrapt worden van de lijst van diensten verstrekt bij wijze van "universele dienstverlening" (1), diensten die gefinancierd worden met een fonds dat onder meer gestijfd wordt door de personen die een openbare telecommunicatiedienst exploiteren en de personen die een spraaktelefoniedienst leveren (artikel 86 van de genoemde wet van 21 maart 1991). Het deelt de toekenning van de genoemde gunstige voorwaarden in bij de opdrachten van algemeen belang waarmee Belgacom is belast.

Terwijl het schrappen van de toekenning van voorkeurtarieven van de lijst van prestaties die onder de universele dienstverlening vallen inderdaad voortvloeit uit de verplichtingen waaraan België moet voldoen op één van de

(1) Waarvan sprake op Europees niveau in richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP) (Publikatieblad L199, 26 juli 1997), en in richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat (Publikatieblad L101, 1 april 1998).

drie gebieden genoemd in bovenvermeld artikel 122, § 1 (1), volgt niet uit die verplichtingen dat de toekenning van die voorwaarden in een andere categorie van diensten moet worden opgenomen. Geen enkele bepaling van het communautaire recht inzake wederzijdse erkenning van de eindapparatuur voor telecommunicatie, open network provision, of vrije mededinging schrijft immers voor dat voorzien moet worden in een voorkeurtarief voor de pers.

Bovendien zou de ontworpen bepaling tot kritiek kunnen leiden wat de overeenstemming met de regels inzake vrije mededinging betreft, zoals die bepaald zijn in de Europese verdragen, inzonderheid met de regeling van de rijkssubsidies. Gelet op de korte termijn waarbinnen advies moet worden verstrekt, heeft de Raad van State die kwestie niet kunnen uitdiepen.

Gelijk artikel 3 voldoen de artikelen 13 tot 15 van het ontwerp niet aan de voorwaarden die in artikel 122 van de voornoemde wet worden gesteld.

Het ontwerp moet dus worden herzien, zodat de wijzigingen die in de wet van 21 maart 1991 worden aangebracht niet verder reiken dan in artikel 122 wordt toegestaan.

(1) Zie in die zin onder meer het beredeneerde advies van de Europese Commissie d.d. 9 maart 1999, gericht aan het Koninkrijk België (C[1998]3921), blz. 5 en 6.

Artikelen 4 en 5

In antwoord op de kritiek van de Europese Commissie bepalen de artikelen 4, § 1, en 5, § 1, van het ontwerp, waarbij respectievelijk artikel 87, § 1, eerste lid, en artikel 92bis, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 worden gewijzigd, dat deze bepalingen, waarin de voorwaarden voor het verlenen van individuele vergunningen worden gesteld, als volgt worden aangevuld :

"Het aantal individuele vergunningen vatbaar voor toekenning is niet beperkt, behalve voor redenen in verband met het beheer van het frequentiespectrum.".

Het principe dat het verlenen van vergunningen slechts kan worden beperkt om een efficiënt gebruik van het frequentiespectrum te waarborgen, ligt dus luidens de ontworpen bepalingen vast voor de spraaktelefoniediensten en voor de aanleg en de exploitatie van openbare telecommunicatienetten.

Dat principe zou evenwel ook in de wet van 21 maart 1991 moeten worden vastgelegd voor de mobiele telefoon-diensten en de semafoondiensten, waarvan sprake is in artikel 89.

Artikel 10, lid 1, van richtlijn 97/13/EG geldt immers ook voor die categorie van diensten. De voornoemde opmerking van de Commissie heeft overigens een algemene strekking en uit niets kan worden opgemaakt dat ze niet ook op de mobiele telefoondiensten van toepassing is.

.../...

Bijgevolg behoort artikel 89 overeenkomstig dat principe te worden gewijzigd. In dat verband moet rekening worden gehouden met paragraaf 1, eerste lid, van dat artikel waarin inzonderheid staat dat "De Koning (...) het aantal toe te kennen vergunningen (vaststelt)". Opdat richtlijn 97/13/EG goed wordt omgezet, moet deze bepaling worden aangevuld met de woorden "zodat een efficiënt gebruik van het frequentiespectrum wordt gewaarborgd".

Artikel 6

De afdeling wetgeving stelt vast dat het onderzochte artikel op sommige punten afwijkt van de tekst van artikel 6 van richtlijn 97/66/EG van 15 december 1997 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector (1), tot omzetting waarvan het onderzochte artikel strekt.

Dat is onder meer het geval met het ontworpen artikel 105nonies, § 2, derde lid, dat de indruk wekt dat, op voorwaarde dat de abonnee ermee heeft ingestemd, de verkeers- en rekeninggegevens voor een ander doeleinde kunnen worden meegedeeld dan om de diensten te verkopen, terwijl artikel 6, lid 3, van de voornoemde richtlijn lijkt uit te sluiten dat zulke gegevens kunnen worden meegedeeld, zelfs indien de abonnee daarmee heeft ingestemd.

(1) PB. L., nr. 24, van 30 januari 1998.

Een ander voorbeeld : paragraaf 6 van het ontworpen artikel 105nonies bepaalt dat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie in kennis kan worden gesteld van de relevante verkeers- en rekeninggegevens "onder andere met het oog op het beslechten van geschillen met betrekking tot interconnectie of facturering", wat inhoudt dat het zich ook om andere redenen in kennis kan laten stellen van die gegevens, terwijl die gegevens volgens artikel 6, lid 5, van de voornoemde richtlijn alleen mogen worden meegedeeld met het oog op het beslechten van geschillen.

De tekst van het onderzochte artikel moet dus worden herzien, zodat artikel 6 van de voornoemde richtlijn 97/66/EG getrouw wordt omgezet.

Artikel 7

In de inleidende zin van deze bepaling moet worden vermeld dat artikel 106 van de voormelde wet van 21 maart 1991 bij de wet van 19 december 1997 vervangen is.

Artikel 8

Artikel 109, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991 is niet "ingevoegd bij de wet van 20 december 1995". De inleidende zin van deze bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

Artikel 9

Artikel 109bis, eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991 is niet "vervangen bij de wet van 19 december 1997", maar is er alleen bij gewijzigd. De inleidende zin van deze bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 10

Artikel 109terD van de voormelde wet van 21 maart 1991 is als zodanig vernummerd bij de wet van 19 december 1997. De inleidende zin van deze bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 11

In de inleidende zin van deze bepaling moet worden vermeld dat bijlage 1 van de voornoemde wet van 21 maart 1991 aan die wet is toegevoegd bij de wet van 19 december 1997.

Artikel 17

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds in vroegere adviezen heeft opgemerkt, schrijve men "Onze minister bevoegd voor Telecommunicatie" in plaats van

.../...

"Onze Minister van Telecommunicatie" (1).

Slotopmerkingen

Een aantal bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp bevat fouten tegen het correcte taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de hierna volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 4 (het ontworpen art. 87, § 1)

"Het aantal ... , behalve om redenen van beheer ...".

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 5, het ontworpen artikel 92bis.

(1) Zie onder meer advies nr. L. 28.065/4 van de afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 30 september 1998 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 4 maart 1999 geworden is "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Commissie en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening" (Belgisch Staatsblad van 14 april 1999, eerste uitgave, blz. 12149).

Artikel 6

In het ontworpen artikel 105nonies, § 2, derde lid,
schrijve men : "Iedere verwerking van die gegevens van een
andere aard dan die welke in deze paragraaf ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. HANSE,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN